

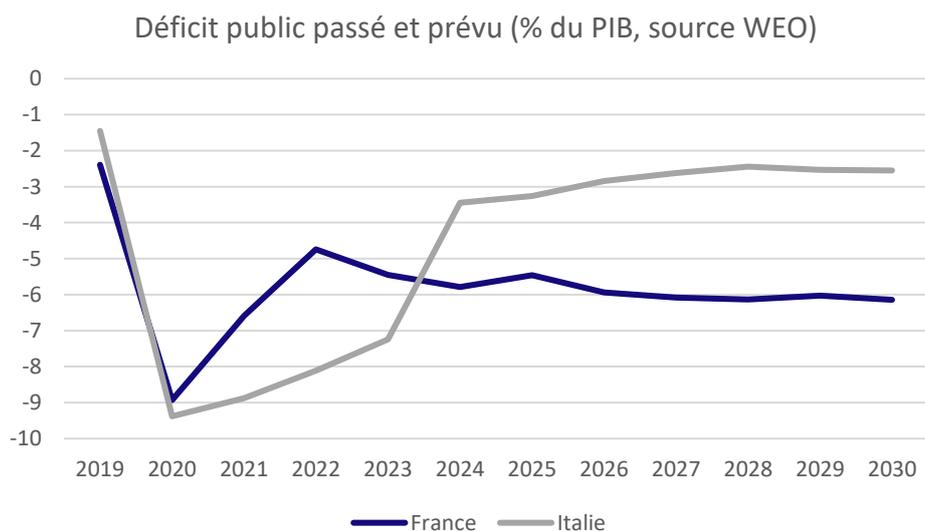
La France pourrait s'inspirer de l'Italie pour réduire son déficit public

Synthèse

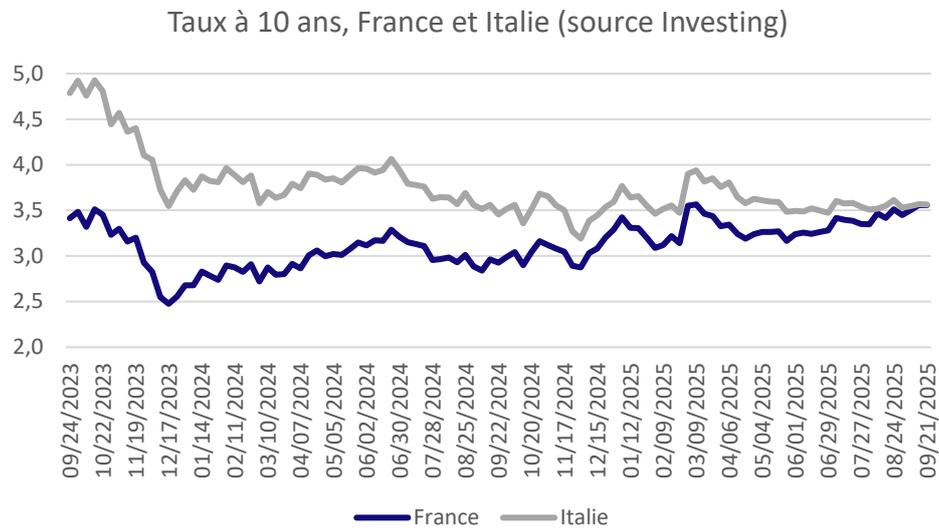
Depuis 2023, l'Italie est parvenue à réduire significativement son déficit public sans casser sa croissance. Dans le même temps, la France peine à réduire son déficit, ne serait-ce que faiblement. L'exemple italien peut être utile à la France en indiquant qu'une baisse des dépenses publiques n'a pas nécessairement d'effets récessifs forts, même si des différences entre les deux pays (aides européennes, trajectoire de réduction du déficit) invitent à prendre la comparaison avec prudence.

1. La situation italienne s'améliore alors que celle de la France se dégrade

Ces dernières années, l'Italie était perçue comme le « mauvais élève » de la zone euro en termes de finances publiques, une dernière place qui est en train de revenir à la France. Le déficit public italien a fortement baissé, passant de -7,2 % du PIB en 2023 à -3,4 % du PIB en 2024. La tendance prévue par le FMI¹ indique une poursuite de la réduction du déficit ces prochaines années. Dans le cas français en revanche, le déficit public devrait se maintenir à un niveau élevé, aux alentours de -6 % du PIB ces prochaines années (une prévision particulièrement incertaine de l'incertitude politique actuelle). En conséquence, les taux diminuent sur la dette italienne et augmentent sur la dette française, jusqu'à se rejoindre en septembre 2025 aux alentours de 3,55 %, alors qu'il y avait un écart de plus d'un point il y a deux ans.

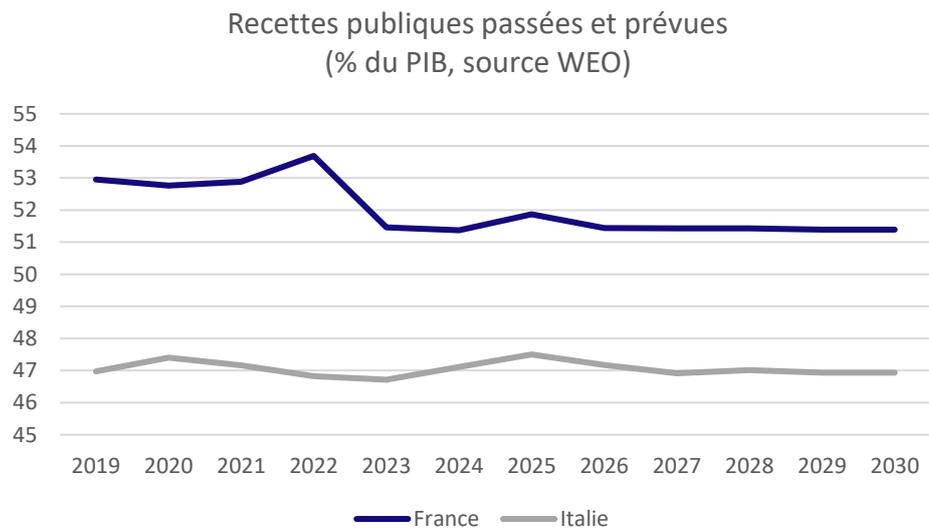


¹ Prévisions WEO avril 2025



2. L'Italie est parvenue à baisser son déficit sans casser sa croissance

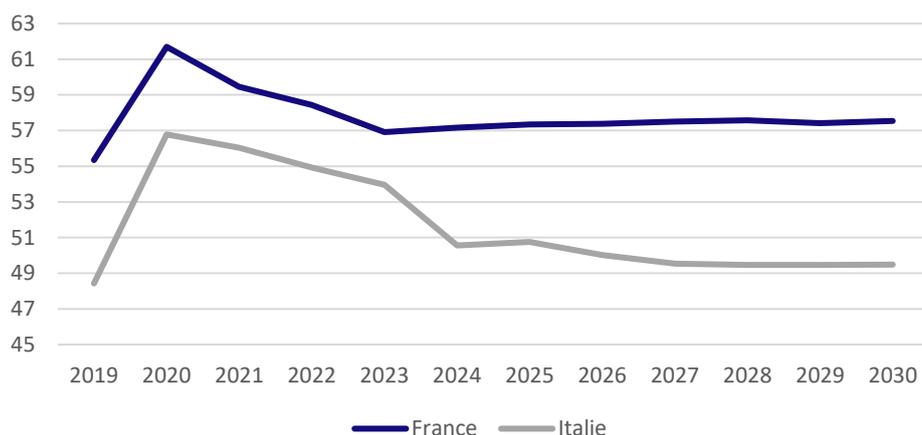
Entre 2023 et 2024, l'Italie a réduit son déficit public de 3,8 points, nettement plus que ce qui était initialement prévu². Cette baisse a été réalisée grâce à une légère hausse des recettes, mais surtout grâce à une baisse des dépenses publiques, qui sont passées 54,0 % du PIB à 50,6 % du PIB entre 2023 et 2024³. Dans le même temps en France, les dépenses comme les recettes n'ont pas sensiblement évolué rapportées au PIB.



² Page8, file:///C:/Users/20vin/Downloads/1ITAEA2025001-source-pdf.pdf

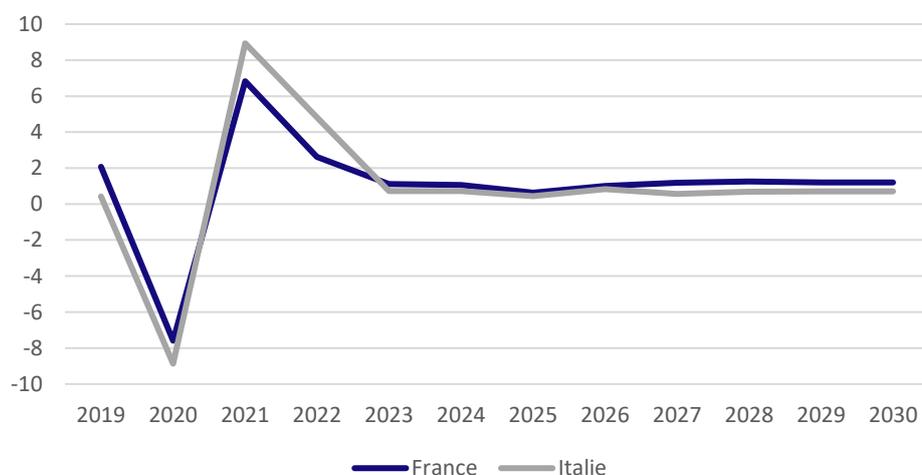
³ WEO

Dépenses publiques passées et prévues
(% du PIB, source WEO)

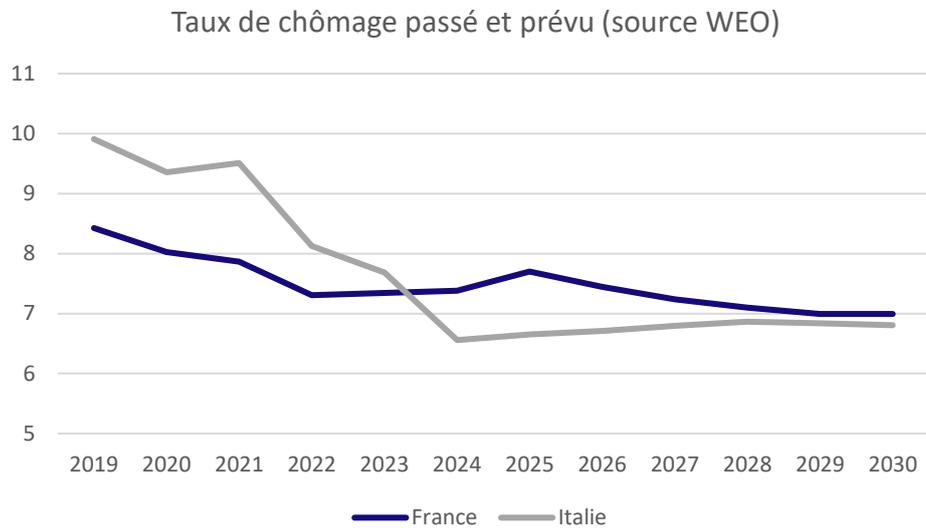


Une forte baisse des dépenses publiques devrait théoriquement s’accompagner d’une récession et d’une hausse du chômage. Cependant, dans le cas italien la croissance est demeurée positive quoique faible et le taux de chômage a baissé entre 2023 et 2024, en même temps que les déficits (la baisse du chômage pouvant entre autres expliquer la baisse des dépenses publiques). Une explication possible à cette baisse indolore des dépenses publiques est que le gouvernement est parvenu à cibler des dépenses coûteuses et peu efficaces, comme les crédits d’impôt dans la construction, ou qui n’avaient plus lieu d’être, comme les aides destinées à amortir le choc énergétique de 2022⁴.

Croissance passée et prévue (source WEO)



⁴ https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-economics/italy/economic-forecast-italy_en



3. Des leçons utiles mais à nuancer pour la France

L'exemple italien pourrait laisser penser que la solution au déficit public français est simple et se limite à une forte baisse des dépenses publiques (si tant est que le gouvernement ait la marge de manœuvre politique pour le faire). Cependant, l'impact récessif de la baisse des dépenses publiques nationales a été contrebalancé par les aides européennes mises en place pour la relance post-covid, dont l'Italie a grandement bénéficié⁵. De plus, la forte baisse du déficit public italien entre 2023 et 2024 s'explique entre autres par le fait que l'Italie a maintenu plus longtemps que la France les mesures de soutien adoptées pendant la crise sanitaire et la crise inflationniste. Enfin, les évolutions positives sur les finances publiques italiennes enregistrées depuis deux ans ne doivent pas masquer le fait que l'économie italienne souffre de nombreuses difficultés structurelles qui n'ont pas été réglées : faible croissance potentielle, productivité stagnante, population vieillissante.

Rédigé le 24 septembre 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr

⁵ <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf-articles/actu/Policy-study.pdf>